

Zurich, 27 avril 2015

**Invitation
aux actionnaires d'Edisun Power Europe SA à participer
à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires**

Date: Vendredi, 29 mai 2015
Lieu: Hôtel Glockenhof, Sihlstrasse 31, 8001 Zurich
Heure: 15h00

I. Points à l'ordre du jour

1. Bienvenue

Par Hans Nef, président du conseil d'administration par intérim.

2. Rapport sur l'exercice 2014

Orientation.

3. Approbation du rapport annuel, des comptes annuels Edisun Power Europe SA et des comptes consolidés du groupe pour l'exercice 2014

Le conseil d'administration soutient l'approbation après avoir pris note des rapports de révision.

4. Affectation du résultat d'exploitation

Le conseil d'administration propose de reporter sur les nouveaux comptes la perte au bilan de la société de CHF 2'233'467.50 (comprenant la perte de l'exercice de CHF 966'240.75).

5. Décharge au conseil d'administration et aux personnes chargées de la direction

Le conseil d'administration propose de donner décharge aux membres du conseil d'administration et aux personnes chargées de la direction pour l'exercice 2014.

6. Elections au conseil d'administration

Le conseil d'administration propose d'élire Rainer Isenrich en tant que président du conseil d'administration pour un mandat allant jusqu'à la clôture de la prochaine assemblée générale ordinaire.

De plus, le conseil d'administration demande d'élire Hans Nef et Fulvio Micheletti en tant que membres du conseil d'administration, chacun pour un mandat allant jusqu'à la clôture de la prochaine assemblée générale ordinaire.

7. Elections au sein du comité de rémunération

Le conseil d'administration demande d'élire Hans Nef, Rainer Isenrich et Fulvio Micheletti en tant que membres du comité de rémunération, chacun pour un mandat allant jusqu'à la clôture de la prochaine assemblée générale ordinaire.

8. Réélection de l'organe de révision

Le conseil d'administration propose de prolonger d'une nouvelle année, pour l'exercice 2015, le mandat confié à PricewaterhouseCoopers AG, à Zurich, en tant qu'organe de révision et réviseur du groupe.

9. Election du représentant indépendant des droits de vote

Le conseil d'administration propose d'élire Monsieur lic.iur. Christoph Lerch, M.C.J., avocat, Lerch & Lerch Rechtsanwälte, Bubikon, en tant que représentant indépendant des droits de vote jusqu'à la clôture de la prochaine assemblée générale ordinaire pour l'exercice 2015.

10. Autorisation relative à la rémunération totale des membres du conseil d'administration et de la direction

10.1 Le conseil d'administration demande de fixer la rémunération totale pour les membres du conseil d'administration à CHF 80'000 maximum pour 2015.

10.2 Le conseil d'administration demande de fixer la rémunération totale pour les membres de la direction à CHF 300'000 maximum pour 2015.

11. Adaptation des statuts (selon ORAb)

Le conseil d'administration demande d'adapter les statuts de la société à l'Ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (ORAb) selon l'annexe ci-jointe.

12. Adaptation selon l'art 3a des statuts (capital autorisé de CHF 5 mio.)

Le conseil d'administration demande la création d'un capital autorisé conformément à l'art. 3a des statuts.

¹ Le conseil d'administration est en droit d'augmenter à tout moment, jusqu'au 28 mai 2017, le capital-actions de la société pour un montant maximal de CHF 5'000'000,- avec l'émission de 95'147 actions nominatives maximum, à libérer entièrement, avec une valeur nominale de CHF 52.55 chacune. Des augmentations partielles sont autorisées.

² Le montant d'émission respectif, la nature des apports, les conditions d'exercice du droit de souscription et le moment du droit au dividende sont définis par le conseil d'administration. Les droits de souscription non exercés sont à la disposition du conseil d'administration qui les utilisera dans l'intérêt de la société.

³ Le conseil d'administration est en droit d'exclure le droit de souscription des actionnaires pour le rachat d'entreprises, de parts d'entreprises ou de participations ainsi que pour des programmes de participation des salariés. Dans ce cas, le conseil d'administration décide de l'attribution des droits de souscription.

⁴ Après leur acquisition, les nouvelles actions nominatives sont soumises aux restrictions d'enregistrement des art. 5 et 6 des statuts.

13. Divers & questions

II. Eléments d'organisation

Pour la période comprise entre le 21 mai 2015 et le 31 mai 2015, aucune inscription ne sera effectuée dans le registre des actionnaires.

Le rapport d'activité, les rapports de révision et le rapport de rémunération pour l'année 2014 sont consultables par les actionnaires au siège de la société. Le rapport d'activité (qui comprend le rapport annuel et les comptes annuels de la société Edisun Power Europe SA ainsi que les comptes du groupe) peut être téléchargé sur le site internet de la société, www.edisunpower.com.

Comme d'habitude, les cartes de vote seront uniquement remises sur place.

Les actionnaires qui ne peuvent pas participer à l'assemblée générale ont la possibilité de se faire représenter par un autre actionnaire ou par M. Christoph Lerch, M.C.J., avocat, Lerch & Lerch Rechtsanwälte, Bubikon, en sa qualité de représentant indépendant des droits de vote.

Les actionnaires souhaitant donner des directives de vote par voie électronique peuvent le faire sur une plate-forme en ligne jusqu'au 25 mai 2015, 22h00. Vous trouverez d'autres informations dans l'annexe «Procuration et directives pour l'exercice du droit de vote par représentation».

Edisun Power Europe SA



Hans Nef
Président du conseil d'administration par intérim



Rainer Isenrich
CEO/CFO

Annexes:

- Bulletin d'inscription
- Procuration et directives pour l'exercice du droit de vote par représentation
- Comptes annuels condensés Edisun Power Europe SA
- Portrait du nouveau candidat au sein du conseil d'administration, Fulvio Micheletti (en allemand)
- Adaptation des statuts (selon ORAb) avec modifications mises en évidence (en allemand)
- 2 enveloppes-réponse (Edisun Power/ Christoph Lerch, représentant indépendant des droits de vote)

Edisun Power Europe SA
Universitätstrasse 51
8006 Zurich

Inscription à l'AG du 29 mai 2015

Veillez renvoyer **jusqu'au 20 mai 2015** le bulletin ci-dessous:

Edisun Power Europe SA, Universitätstrasse 51, 8006 Zurich ou
par fax: 044 266 61 22 ou
par courriel: info@edisunpower.com

**Je participerai à l'assemblée générale ordinaire
du 29 mai 2015 à 15h00:**

Oui

Contre présentation de la procuration écrite en annexe, il est également possible de transférer le droit de vote à un autre actionnaire d'Edisun Power Europe SA. Si vous donnez procuration au représentant indépendant des droits de vote, nous vous prions de tenir compte du fait que, sauf instruction contraire donnée par écrit, le représentant indépendant des droits de vote sera désormais tenu de s'abstenir conformément à l'art. 10, al. 2 de l'Ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (ORAb). Ceci est également valable si l'assemblée générale vote des demandes qui ne sont pas mentionnées dans la convocation.

Nom, prénom: _____

Adresse: _____

NPA/lieu: _____

Procuration et directives pour la représentation de l'exercice du droit de vote

Le/la soussigné(e) – _____ (Nom, prénom)

quantité d'actions nominatives: _____ –

ne peut participer personnellement à l'assemblée générale et mandate le représentant suivant:

- Je mandate **l'actionnaire suivant** d'Edisun Power Europe SA pour qu'il vote en mon nom lors de l'assemblée générale ordinaire d'Edisun Power Europe SA du 29 mai 2015:

Nom: _____

Adresse: _____

NPA/lieu: _____

- Je choisis de **donner procuration et des directives de vote par voie électronique** (nouveau).

Vous pouvez confortablement donner procuration et des directives de vote en ligne **jusqu'au 25 mai 2015, 22h00**:

1. Allez sur le site <https://www.gvplus.ch/edisunpower>
2. Saisissez le nom d'utilisateur suivant:
3. Saisissez le code de connexion personnel suivant:
4. Suivez les instructions indiquées sur le site.

- Je mandate M. Christoph Lerch, M.C.J., avocat, Lerch & Lerch Rechtsanwälte, Bubikon, en sa qualité de **représentant indépendant** pour qu'il vote pour moi lors de l'assemblée générale ordinaire d'Edisun Power Europe SA du 29 mai 2015.

Pour le vote par écrit, je donne au représentant de mon droit de vote les directives suivantes. A défaut d'instructions expresses, le représentant de mon droit de vote s'abstiendra.

<u>Propositions du conseil d'administration</u>	<u>Oui</u>	<u>Non</u>	<u>Abstention</u>
3. Approbation du rapport annuel, des comptes annuels d'Edisun Power Europe SA et des comptes consolidés du groupe pour l'exercice 2014	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Affectation du résultat annuel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. Décharge donnée au conseil d'administration et aux personnes chargées de la direction	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. Elections au conseil d'administration			
a. Rainer Isenrich comme président du conseil d'administr.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Hans Nef	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Fulvio Micheletti	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	<u>Oui</u>	<u>Non</u>	<u>Abstention</u>
7. Elections au sein du comité de rémunération			
a) Hans Nef	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) Rainer Isenrich	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) Fulvio Micheletti	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8. Réélection de l'organe de révision PricewaterhouseCoopers AG	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Election du représentant indépendant des droits de vote lic.iur. Christoph Lerch, M.C.J., avocat, Lerch & Lerch Rechtsanwälte, Bubikon	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10. Autorisation de la rémunération totale			
10.1 Autorisation de la rémunération totale du conseil d'administration	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10.2 Autorisation de la rémunération totale de la direction	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Adaptation des statuts (selon ORAb)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12. Adaptation selon l'art 3a des statuts (capital autorisé de CHF 5 mio.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Instruction pour l'exercice du droit de vote pour les propositions complémentaires/de modification

Au cas où des propositions complémentaires ou de modification des points à l'ordre du jour seraient soumises à l'assemblée générale ordinaire, je donne mandat à mon représentant de se comporter comme suit face à la proposition correspondante du conseil d'administration:

	<u>Oui</u>	<u>Non</u>	<u>Abstention</u>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Si vous ne donnez pas d'instructions, votre droit de vote aura la valeur d'une abstention.

Lieu, date

Nom, prénom

Numéro de téléphone pour d'éventuelles demandes

Signature

Veillez tenir compte du fait que le représentant indépendant des droits de vote ne peut exercer vos droits de vote que si vous faites parvenir à l'intermédiaire de vote par procuration le présent bulletin au plus tard 5 jours avant l'assemblée générale.

Bilan annuel condensé d'Edisun Power Europe SA

	2014 en TCHF*	2013 en TCHF*	Variation en TCHF*	Variation en %
BILAN				
Actifs				
Liquidités & placements monétaires	609	6'628	-6'019	-91%
Créances	11'974	12'965	-991	-8%
Autres actifs circulants	35	36	-1	-3%
Total actifs circulants	12'618	19'629	-7'011	-36%
Participations	8'916	8'916	-	0%
Immobilisations corporelles non financières	271	429	-158	-37%
Placements financiers	32'012	32'736	-724	-2%
Total actifs immobilisés	41'199	42'081	-882	-2%
Total actifs	53'817	61'710	-7'893	-13%
Passifs				
Dettes à court terme	4'629	11'172	-6'543	-59%
Passifs transitoires / Provisions	827	795	32	4%
Total fonds étrangers à court terme	5'456	11'967	-6'511	-54%
Emprunts obligataires	32'645	33'060	-415	-1%
Total fonds étrangers à long terme	32'645	33'060	-415	-1%
Capital-actions	17'950	17'950	-	0%
Réserves générales légales	-	-	-	n.a.
Perte au bilan	-2'234	-1'267	-967	76%
Total fonds propres	15'716	16'683	-967	-6%
Total passifs	53'817	61'710	-7'893	-13%

PERTES ET PROFITS

Produits d'exploitation	509	1'417	-908	-64%
Produits sur marchandises & services	505	1'275	-770	-60%
Autres produits	4	142	-138	-97%
Charges d'exploitation	-1'274	-1'545	271	-18%
en % des produits d'exploitation	250.3%	109.0%		
EBITDA	-765	-128	-637	498%
Amortissements	-174	-194	20	-10%
EBIT	-939	-322	-617	192%
Marge EBIT	-184.5%	-22.7%		
Produits financiers bruts	123	977	-854	-87%
Ajustement de valeur sur emprunts aux sociétés du groupe	-120	-1'882	1'762	-94%
Ajustement de valeur sur participation	-	-	-	n.a.
Impôts	-31	-31	-	0%
Perte de l'exercice	-967	-1'258	291	-23%

*milliers de CHF

Fulvio Micheletti

Geboren 1957, Schweizer und Italiener



Fulvio Micheletti, geboren 1957, ist selbständiger Unternehmensberater und bekleidet darüber hinaus mehrere VR-Mandate mittelständischer Schweizer Unternehmen. Daneben ist er als ausgewiesener Finanzspezialist Experte und Coach für das Swiss Economic Forum (SEF).

Herr Micheletti war während nahezu 40 Jahren in verschiedenen leitenden Positionen bei der UBS tätig. Zuletzt hatte er als Leiter Unternehmenskunden die Gesamtverantwortung für das Firmenkundengeschäft der UBS in der Schweiz. Der heute 58-Jährige Zürcher und gebürtige Südtiroler liess sich am Swiss Finance Institut in Zürich sowie an der Wharton Business School (University of Pennsylvania) in den USA weiterbilden. Er ist verheiratet und hat zwei erwachsene Kinder.

STATUTEN

der

Edisun Power Europe AG
(Edisun Power Europe SA)
(Edisun Power Europe Ltd.)

I. FIRMA, SITZ, DAUER UND ZWECK DER GESELLSCHAFT

Art. 1 Firma, Sitz und Dauer

Unter der Firma

Edisun Power Europe AG
(Edisun Power Europe SA)
(Edisun Power Europe Ltd.)

besteht eine Aktiengesellschaft gemäss Art. 620 ff. OR mit Sitz in Zürich. Die Dauer der Gesellschaft ist unbeschränkt.

Art. 2 Zweck

¹ Die Gesellschaft bezweckt den Erwerb, die dauernde Verwaltung und die Veräusserung von Beteiligungen an in- und ausländischen Unternehmungen in Europa aller Art, insbesondere in der Entwicklung, der Förderung, im Verkauf und weiteren Tätigkeiten im Bereich erneuerbarer Energien und Umwelttechnik und in anderen verwandten Gebieten.

² Die Gesellschaft kann direkt in den erwähnten Geschäftsfeldern tätig werden, Unternehmen gründen, zugunsten von verbundenen Gesellschaften Darlehen gewähren, Garantien stellen, Devisen- und Finanzierungsgeschäfte aller Art tätigen, insbesondere Obligationenanleihen und Darlehen aufnehmen, Immobilien und Grundstücke erwerben, belasten, veräussern und verwalten sowie Immaterialgüterrechte und Schutzrechte aller Art auswerten, verwerten und verwalten.

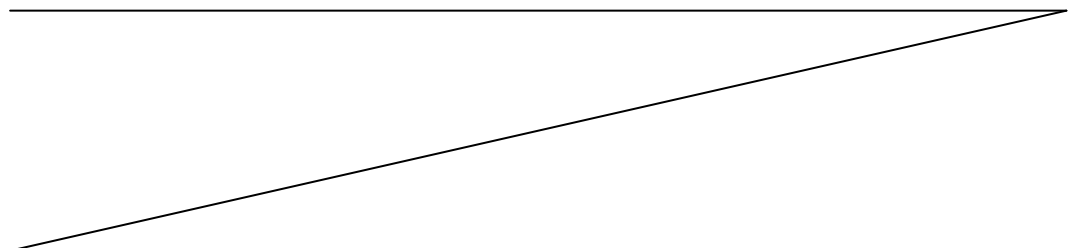
II. AKTIENKAPITAL, AKTIEN UND AKTIONÄRE

Art. 3 Aktienkapital

Das Aktienkapital der Gesellschaft beträgt CHF 17'949'818.80 und ist eingeteilt in 341'576 voll liberierte Namenaktien zu je CHF 52.55 Nennwert.

Art. 3a Genehmigtes Aktienkapital

(aufgehoben)



Art. 4 Form der Aktien

¹ Die Namenaktien der Gesellschaft werden vorbehältlich von Absatz 2 und 4 als Wertrechte (im Sinne des Obligationenrechts) und Bucheffekten (im Sinne des Bucheffektengesetzes) ausgegeben.

² Die Gesellschaft kann als Bucheffekten ausgegebene Aktien aus dem Verwahrungssystem zurückziehen.

³ Der Aktionär kann, sofern er im Aktienbuch eingetragen ist, von der Gesellschaft jederzeit die Ausstellung einer Bescheinigung über seine Namenaktien verlangen.

⁴ Der Aktionär hat keinen Anspruch auf Druck und Auslieferung von Urkunden. Die Gesellschaft kann demgegenüber jederzeit Urkunden (Einzelurkunden, Zertifikate oder Globalurkunden) für Aktien drucken und ausliefern. Mit der Zustimmung des Aktionärs kann die Gesellschaft ausgegebene Urkunden, die bei ihr eingeliefert werden, annullieren.

Art. 5 Aktienbuch

¹ Der Verwaltungsrat führt für die Namenaktien ein Aktienbuch, in welchem Eigentümer und Nutzniesser mit mindestens ihrem Namen und ihrer Adresse bzw. mit Firma und Sitz aufgeführt sind.

² Das Aktienbuch enthält zwei Rubriken: "Aktionäre mit Stimmrecht" und "Aktionäre ohne Stimmrecht".

³ Als Aktionär gilt gegenüber der Gesellschaft nur, wer in einer dieser Rubriken gültig eingetragen ist. Der Aktionär ohne Stimmrecht kann weder das Stimmrecht noch die mit dem Stimmrecht zusammenhängenden Rechte ausüben.

⁴ Nach dem Erwerb von Namenaktien und gestützt auf ein Eintragungsgesuch als Aktionär wird jeder Erwerber als Aktionär ohne Stimmrecht betrachtet, bis ihn die Gesellschaft als Aktionär mit Stimmrecht anerkannt hat. Lehnt die Gesellschaft das Gesuch um Anerkennung des Erwerbers nicht innert 20 Tagen ab, so ist dieser als Aktionär mit Stimmrecht anerkannt. Zwischen dem 10. Tag vor und dem ersten Tag nach der Generalversammlung werden keine Eintragungen im Aktienbuch vorgenommen.

⁵ Der Verwaltungsrat regelt die Zuständigkeiten für die Führung des Aktienbuchs sowie die Voraussetzungen und Kompetenzen für die Anerkennung von Personen als Aktionär oder Nutzniesser mit oder ohne Stimmrecht sowie deren Eintragung im Aktienbuch.

⁶ Wer direkt, indirekt oder in gemeinsamer Absprache mit Dritten Aktien der Gesellschaft für eigene Rechnung erwirbt oder veräussert und dadurch mit seinen Stimmrechten, ob ausübbar oder nicht, einen gemäss Bundesgesetz über die Börsen und den Effektenhandel festgelegten Grenzwert erreicht, unter- oder überschreitet, muss dies der Gesellschaft und den Börsen, an denen die Aktien kotiert sind, innert vier Börsentagen melden. Das Verfahren sowie der Umfang der Meldepflicht richten sich nach den gesetzlichen Bestimmungen.

Art. 6 Eintragungsbeschränkungen und Nominees

¹ Erwerber von Namenaktien werden auf Gesuch als Aktionäre mit Stimmrecht im Aktienbuch eingetragen, falls sie ausdrücklich erklären, diese Namenaktien im eigenen Namen und auf eigene Rechnung erworben zu haben.

² Der Verwaltungsrat kann Nominees bis max. 3% des im Handelsregister eingetragenen Aktienkapitals mit Stimmrecht im Aktienbuch eintragen. Der Verwaltungsrat kann über diese Limite hinaus Namenaktien von Nominees mit Stimmrecht im Aktienbuch eintragen, wenn der betreffende Nominee Namen, Adresse und Aktienbestand der Person bekannt gibt, für deren Rechnung er Aktien hält. Als Nominees im Sinne dieser Bestimmung gelten Personen, die im Eintragungsgesuch nicht ausdrücklich erklären, die Aktien für eigene Rechnung zu halten und mit denen der Verwaltungsrat eine entsprechende Vereinbarung abgeschlossen hat.

³ Juristische Personen und Personengesellschaften oder andere Personenzusammenschlüsse oder Gesamthandverhältnisse, die untereinander kapital- oder stimmenmässig, durch einheitliche Leitung oder auf andere Weise verbunden sind, sowie natürliche oder juristische Personen oder Personengesellschaften, die im Hinblick auf eine Umgehung der Bestimmung über Nominees (insbesondere als Syndikat) koordiniert vorgehen, gelten als Nominee im Sinne dieses Artikels.

⁴ Die in diesem Artikel geregelten Eintragungsbeschränkungen gelten auch für Namenaktien, die über die Ausübung eines Bezugs-, Options- oder Wandelrechts gezeichnet oder erworben werden.

⁵ Der Verwaltungsrat ist berechtigt, Eintragungen im Aktienbuch, die unter Angabe von falschen Angaben zustande gekommen sind, nach Anhörung des Betroffenen mit Rückwirkung auf das Datum der Eintragung zu streichen. Der Betroffene ist über diese Streichung sofort zu orientieren.

III. Organe der Gesellschaft

Art. 7 Organe

Die Organe der Gesellschaft sind:

- a) Die Generalversammlung
- b) Der Verwaltungsrat
- c) Die Revisionsstelle

A) Die Generalversammlung

Art. 8 Ordentliche und ausserordentliche Generalversammlung

¹ Die Generalversammlung der Aktionäre ist das oberste Organ der Gesellschaft.

² Die ordentliche Generalversammlung findet jährlich einmal innerhalb sechs Monaten nach Abschluss des Geschäftsjahres statt.

³ Ausserordentliche Generalversammlungen finden auf Beschluss des Verwaltungsrates statt oder wenn Aktionäre, die mindestens 10% des Aktienkapitals vertreten, schriftlich und unter Angabe der Verhandlungsgegenstände und Anträge die Einberufung einer ausserordentlichen Generalversammlung verlangen.

Art. 9 Einberufung und Traktandierung

¹ Die Generalversammlung wird durch den Verwaltungsrat, nötigenfalls durch die Revisionsstelle einberufen.

² Die Einberufung erfolgt spätestens 20 Tage vor der Versammlung durch einmalige Bekanntmachung im Publikationsorgan. Die Einberufung kann überdies durch Brief an die im Aktienbuch eingetragenen Aktionäre erfolgen.

³ In der Einberufung sind die Verhandlungsgegenstände sowie die Anträge des Verwaltungsrats und der Aktionäre bekanntzugeben, welche die Durchführung einer Generalversammlung oder die Traktandierung eines Verhandlungsgegenstandes verlangt haben.

⁴ Die Einladung zur ordentlichen Generalversammlung ist mit der Mitteilung zu verbinden, dass der Geschäfts- und der Revisionsbericht sowie der Vergütungsbericht bei der Gesellschaft zur Einsicht aufliegen und dass die Aktionäre die Zustellung dieser Dokumente verlangen können.

⁵ Aktionäre, die alleine oder zusammen entweder Aktien im Nennwert von mindestens einer Million oder mindestens 10% des Aktienkapitals vertreten, können die Traktandierung eines Verhandlungsgegenstandes verlangen. Entsprechende Begehren sind schriftlich und spätestens 45 Tage vor der Versammlung unter Angabe des Verhandlungsgegenstandes und der Anträge an den Präsidenten des Verwaltungsrates zu richten.

Art. 10 Befugnisse

Der Generalversammlung stehen die folgenden unübertragbaren Befugnisse zu:

1. die Festsetzung und Änderung der Statuten;
2. die Wahl und Abberufung des Präsidenten und der Mitglieder des Verwaltungsrates, der Mitglieder des Vergütungsausschusses, des unabhängigen Stimmrechtsvertreters und der Revisionsstelle;
3. die Genehmigung des JahresberichtesLageberichtes und der Konzernrechnung;
4. die Genehmigung der Jahresrechnung sowie die Beschlussfassung über die Verwendung des Bilanzgewinns, insbesondere die Festsetzung der Dividende und der Tantieme;
5. die Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates;
6. die Genehmigung der Vergütungen des Verwaltungsrats und der Geschäftsleitung gemäss Art. 13a der Statuten;

6.7. die Beschlussfassung über die Gegenstände, die der Generalversammlung durch das Gesetz oder die Statuten vorbehalten sind.

Art. 11 Durchführung

¹ Der Präsident oder der Vizepräsident des Verwaltungsrates führt den Vorsitz in der Generalversammlung. Bei deren Verhinderung wählt die Generalversammlung einen Vorsitzenden.

² Der Vorsitzende bezeichnet den Protokollführer und die Stimmzähler, die nicht Aktionäre sein müssen. Das Protokoll ist vom Vorsitzenden und vom Protokollführer zu unterzeichnen.

Art. 12 Stimmrecht und Vertretung

¹ Jede Aktie, welche als Aktie mit Stimmrecht im Aktienregister eingetragen ist, berechtigt zu einer Stimme.

² Der Aktionär kann sich mittels schriftlicher Vollmacht durch einen Mitaktionär, oder durch einen Organvertreter, durch einen von der Gesellschaft bezeichnenden unabhängigen Stimmrechtsvertreter oder durch einen Depotvertreter vertreten lassen.

³ Der Verwaltungsrat regelt die Anforderungen an Vollmachten und Weisungen an den unabhängigen Stimmrechtsvertreter, wobei auch elektronische Vollmachten und Weisungen ohne qualifizierte elektronische Signatur zugelassen werden können.

⁴ Der Vorsitzende der Generalversammlung entscheidet über die Einhaltung der Anforderungen an die Vollmacht und Weisungen.

Art. 13 Beschlussfassung

¹ Die Generalversammlung fasst ihre Beschlüsse und vollzieht ihre Wahlen, soweit das Gesetz oder die Statuten es nicht anders bestimmen, mit der absoluten Mehrheit der vertretenen Aktienstimmen.

² Der Abstimmungen und Wahlen erfolgen offen, sofern nicht die Generalversammlung schriftliche Abstimmung oder Wahl beschliesst oder der Vorsitzende diese anordnet. Der Vorsitzende kann Abstimmungen und Wahlen auch mittels elektronischen Verfahren durchführen lassen. Der Vorsitzende kann insbesondere eine offene Abstimmung oder Wahl jederzeit durch eine schriftliche oder elektronische wiederholen lassen, sofern nach seiner Meinung Zweifel am Abstimmungsergebnis bestehen. In diesem Fall gilt die vorausgegangene offene Abstimmung oder Wahl als nicht geschehen.

³ Ist bei Wahlen im ersten Wahlgang das absolute Mehr nicht erreicht, dann entscheidet im zweiten Wahlgang das relative Mehr. Bei Stimmgleichheit hat der Vorsitzende den Stichentscheid.

Art. 13a Genehmigung von Vergütungen

¹ Der Verwaltungsrat legt der Generalversammlung jährlich die getrennten Anträge des Verwaltungsrates vor in Bezug auf die maximalen Gesamtbeträge

- der Vergütung des Verwaltungsrates für die Dauer bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung; und
- der Vergütung der Geschäftsleitung für das nächste Geschäftsjahr.

² Der Verwaltungsrat kann der Generalversammlung Anträge betreffend einzelne Vergütungselemente einzeln oder für Gesamt- oder Teilbeträge für andere Zeitperioden zur Genehmigung vorlegen. Ebenfalls zulässig ist die Vorlage von Anträgen in Bezug auf Zusatzbeträge für besondere Vergütungselemente sowie zusätzliche, bedingte Anträge.

³ Für die Genehmigung von Anträgen des Verwaltungsrates gemäss diesem Artikel 13a gilt das absolute Mehr der abgegebenen Stimmen, wobei Enthaltungen nicht als abgegebene Stimmen gelten.

⁴ Verweigert die Generalversammlung die Genehmigung eines Antrags gemäss den vorhergehenden Absätzen, entscheidet der Verwaltungsrat über das weitere Vorgehen. Er kann unter anderem eine ausserordentliche Generalversammlung einberufen oder einen maximalen Gesamtbetrag oder mehrere maximale Teilbeträge unter Berücksichtigung aller relevanten Faktoren festsetzen und diese(n) der nächsten Generalversammlung zur Genehmigung unterbreiten. Im Rahmen eines derart festgesetzten maximalen Gesamt- oder Teilbetrages kann die Gesellschaft unter Vorbehalt der Genehmigung durch die Generalversammlung Vergütungen ausrichten.

⁵ Treten Mitglieder der Geschäftsleitung während einer Periode, für welche die Vergütung der Geschäftsleitung bereits genehmigt worden ist, in die Geschäftsleitung ein oder übernehmen zusätzliche Aufgaben, ist die Gesellschaft ermächtigt, zusätzlich maximal 37% des genehmigten Gesamtbetrages der Vergütung der Geschäftsleitung auszurichten, sofern der genehmigte Gesamtbetrag für die Vergütung dieser Mitglieder nicht ausreicht.

B) DER VERWALTUNGSRAT

Art. 14 Zusammensetzung ~~und~~, Amtsdauer und Anzahl Mandate

¹ Der Verwaltungsrat besteht aus mindestens drei und höchstens neun Mitgliedern.

² Die Amtsdauer beträgt ein Jahr; sie endet jeweils mit dem Abschluss der nächsten ordentlichen Generalversammlung. Wiederwahl ist zulässig.

³ Die Anzahl der Mandate in den obersten Leitungs- und Verwaltungsorganen von Rechtseinheiten ausserhalb des Konzerns, die ins Handelsregister oder ein vergleichbares ausländisches Register einzutragen sind, ist für jedes Mitglied des Verwaltungsrates auf höchstens 5 bei börsenkotierten Konzernen und höchstens 15 in anderen Rechtseinheiten beschränkt. Zudem können höchstens 10 weitere ehrenamtliche Mandate in gemeinnützigen Rechtseinheiten übernommen werden.

⁴ Die Gesellschaft kann mit Mitgliedern des Verwaltungsrates Verträge über deren Mandat und deren Vergütung abschliessen. Die Verträge dürfen die Amtsdauer gemäss Abs. 2 hiervor nicht überschreiten.

Art. 15 Konstituierung

⁴ Der Verwaltungsrat konstituiert sich unter Vorbehalt der Kompetenzen der Generalversammlung selbst. Er bezeichnet aus seiner Mitte ~~einen Präsidenten~~, nach Bedarf einen oder mehrere Vizepräsidenten. ~~Der Verwaltungsrat bezeichnet ferner sowie~~ einen Sekretär, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss.

² ~~Der Verwaltungsrat legt die Entschädigung für seine Mitglieder fest.~~

Art. 16 Einberufung

Der Verwaltungsrat versammelt sich auf Einladung des Präsidenten oder bei dessen Verhinderung durch einen Vizepräsidenten oder von einem anderen Mitglied des Verwaltungsrates, so oft es die Geschäfte erfordern oder wenn ein Mitglied es schriftlich unter Angabe der Gründe verlangt.

Art. 17 Beschlussfassung

¹ Der Verwaltungsrat ist beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend ist. Die Anwesenheit kann auch per Telefon oder elektronische Medien erfolgen.

² Der Verwaltungsrat fasst seine Beschlüsse mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Bei Stimmgleichheit steht dem Vorsitzenden der Stichentscheid zu. Für Feststellungsbeschlüsse im Zusammenhang mit der Durchführung von Kapitalerhöhungen ist der Verwaltungsrat unabhängig von der Anzahl der anwesenden Mitglieder beschlussfähig.

³ Zirkulationsbeschlüsse auf schriftlichem Weg (Brief, Telefax) oder auf dem Weg der elektronischen Datenübertragung sind zulässig, sofern kein Mitglied mündliche Beratung verlangt.

Art. 18 Protokoll

Über die Verhandlungen und Beschlüsse ist ein Protokoll zu führen, welches vom Vorsitzenden und vom Sekretär zu unterzeichnen ist. Zirkulationsbeschlüsse sind in das Protokoll der nächsten Sitzung des Verwaltungsrates aufzunehmen.

Art. 19 Aufgaben und Befugnisse

¹ Der Verwaltungsrat kann in allen Angelegenheiten Beschluss fassen, die nicht nach Gesetz oder Statuten einem anderen Organ der Gesellschaft übertragen sind.

² Der Verwaltungsrat hat folgende unübertragbare und unentziehbare Aufgaben:

1. die Oberleitung der Gesellschaft und die Erteilung der nötigen Weisungen;
2. die Festlegung der Organisation;
3. die Ausgestaltung des Rechnungswesens, der Finanzkontrolle sowie der Finanzplanung;

4. die Ernennung und Abberufung der mit der Geschäftsführung und der Vertretung betrauten Personen;
5. die Oberaufsicht über die mit der Geschäftsführung betrauten Personen, namentlich im Hinblick auf die Befolgung der Gesetze, Statuten, Reglemente und Weisungen;
6. die Erstellung des Geschäftsberichtes Geschäfts- und des Vergütungsberichtes sowie die Vorbereitung der Generalversammlung und die Ausführung ihrer Beschlüsse;
7. die Benachrichtigung des Richters im Falle der Überschuldung;
8. die gemäss Fusionsgesetz und anderer Gesetze unübertragbaren und unentziehbaren Aufgaben.

Art. 20 – Kompetenzdelegation 19a Vergütungsausschuss

¹ Der Vergütungsausschuss besteht aus drei Mitgliedern des Verwaltungsrates. Die Generalversammlung wählt die Mitglieder des Vergütungsausschusses einzeln für eine Amtsdauer von einem Jahr, jeweils bis zum Abschluss der nächsten ordentlichen Generalversammlung. Wiederwahl ist zulässig.

² Der Vergütungsausschuss befasst sich mit der Vergütungspolitik, vor allem auf oberster Unternehmensebene. Er hat die ihm gemäss Organisationsreglement oder einem zusätzlichen Reglement zugewiesenen Aufgaben sowie Beschluss- und Antragskompetenzen. Insbesondere unterstützt er den Verwaltungsrat bei der Festlegung und Bewertung des Vergütungssystems und der Vergütungsgrundsätze sowie bei der Vorbereitung der Anträge an die Generalversammlung zur Genehmigung der Vergütungen gemäss Art. 13a der Statuten.

³ Der Verwaltungsrat kann dem Vergütungsausschuss auch weitere Aufgaben zuweisen und den Ausschuss anders benennen.

Art. 20 Kompetenzdelegation und Bestellung der Geschäftsleitung

¹ Der Verwaltungsrat kann nach Massgabe eines Organisationsreglements die Geschäftsführung ganz oder zum Teil an einen Ausschuss, an einzelne Mitglieder oder an Dritte andere natürliche Personen übertragen. Dieses Reglement ordnet die Geschäftsführung, bestimmt die hierfür erforderlichen Stellen und regelt die Berichterstattung.

² Die Anzahl der Mandate in den obersten Leitungs- und Verwaltungsorganen von Rechtseinheiten ausserhalb des Konzerns, die ins Handelsregister oder ein vergleichbares ausländisches Register einzutragen sind, ist für jedes Mitglied der Geschäftsleitung auf höchstens 2 bei börsenkotierten Konzernen und höchstens 8 in anderen Rechtseinheiten beschränkt. Zudem können höchstens 10 weitere ehrenamtliche Mandate in gemeinnützigen Rechtseinheiten übernommen werden.

Art. 20a Vergütungen, Verträge

¹ Die Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrates besteht aus einer fixen Vergütung. Sie umfasst die Vergütung bis zur nächsten ordentlichen Generalver-

sammlung zuzüglich allfälliger geschätzter Sozialversicherungsabgaben sowie weiterer Nebenleistungen der Gesellschaft, die als Vergütung qualifizieren.

² Die Vergütung der Mitglieder der Geschäftsleitung besteht aus fixen und variablen Vergütungselementen, geschätzten Sozialversicherungsabgaben sowie weiterer Nebenleistungen der Gesellschaft, die als Vergütung qualifizieren.

³ Der variable Teil der Vergütung der Mitglieder der Geschäftsleitung kann sich aus kurzfristigen und langfristigen Vergütungselementen zusammensetzen. Er ist vom Erreichen individueller oder kollektiver, kurz- und langfristiger Erfolgs- und Leistungsziele abhängig. Diese werden regelmässig vom Verwaltungsrat festgelegt.

⁴ Die Vergütung der Mitglieder der Geschäftsleitung kann in Form von Geld, Aktien, vergleichbaren Instrumenten oder Sach- oder Dienstleistungen ausgerichtet werden. Betreffend die als Vergütung zugeteilten Aktien oder vergleichbaren Instrumente legt der Verwaltungsrat angemessene Ausübungsbedingungen und –fristen, Sperrfristen, Anpassungs- und allfällige Rückforderungsmechanismen sowie Verfallsbedingungen fest. Der Verwaltungsrat kann vorsehen, dass infolge Eintritts im Voraus bestimmter Ereignisse die Übertragungs- und Ausübungsbedingungen und –fristen und/oder Sperrfristen verkürzt oder aufgehoben werden, Vergütungen unter Annahme der Erreichung der Ziele ausgerichtet werden oder Vergütungen verfallen.

⁵ Vergütungen können ganz oder teilweise von Konzerngesellschaften ausgerichtet werden, soweit sie in der jeweils von der Generalversammlung genehmigten Vergütung enthalten sind.

⁶ Renten und Leistungen an Einrichtungen der Vorsorge ausserhalb der beruflichen Vorsorge zugunsten von Mitgliedern der Geschäftsleitung sind zulässig, soweit sie einzeln oder als Teil eines Gesamtbetrages von der Generalversammlung genehmigt wurden.

⁷ Die Verträge, welche die Vergütungen an Mitglieder der Geschäftsleitung beinhalten, können befristet oder unbefristet sein. Die Dauer befristeter Verträge sowie die Dauer der Kündigungsfrist unbefristeter Verträge beträgt höchstens zwölf Monate.

⁸ Die Gesellschaft kann den Mitgliedern des Verwaltungsrates und der Geschäftsleitung Kredite und Darlehen bis zu einem Maximalbetrag von CHF 500'000 pro Person zu branchenüblichen Konditionen gewähren.

C) DIE REVISIONSSTELLE

Art. 21 Wahl und Amtsdauer

Die Generalversammlung wählt jeweils für eine Amtsdauer von einem Jahr als Revisionsstelle einen oder mehrere staatliche beaufsichtigte Revisionsunternehmen.

IV. GESCHÄFTSBERICHT UND GEWINNVERTEILUNG

Art. 22 Geschäftsjahr und Geschäftsbericht

¹ Das Geschäftsjahr der Gesellschaft wird vom Verwaltungsrat festgesetzt.

² Der Verwaltungsrat erstellt für jedes Geschäftsjahr einen Geschäftsbericht, der sich aus der Jahresrechnung, dem [Jahresbericht](#)~~Lagebericht~~ und der Konzernrechnung zusammensetzt.

Art. 23 Gewinnverteilung und Reserven

¹ Über den Bilanzgewinn verfügt die Generalversammlung im Rahmen der gesetzlichen Vorschriften. Der Verwaltungsrat unterbreitet ihr seine Anträge.

² Neben der gesetzlichen Reserve kann die Generalversammlung weitere Reserven schaffen.

³ Dividenden, die während fünf Jahren von ihrem Verfalltag an nicht bezogen worden sind, verfallen zugunsten der Gesellschaft und werden der gesetzlichen Reserve zugeteilt.

V. AUFLÖSUNG UND LIQUIDATION

Art. 24 Auflösung und Liquidation

¹ Die Generalversammlung kann jederzeit die Auflösung und Liquidation der Gesellschaft nach Massgabe der gesetzlichen und statutarischen Vorschriften beschliessen.

² Die Liquidation wird durch den Verwaltungsrat durchgeführt, sofern die Generalversammlung nichts anderes beschliesst. Im Übrigen gelten für die Auflösung und Liquidation die gesetzlichen Bestimmungen.

VI. BEKANNTMACHUNGEN UND MITTEILUNGEN

Art. 25 Publikationsorgan, Bekanntmachungen und Mitteilungen

¹ Publikationsorgan der Gesellschaft ist das Schweizerische Handelsamtsblatt (SHAB). Der Verwaltungsrat kann weitere Publikationsorgane bestimmen.

² Mitteilungen an die Aktionäre können in den gesetzlich vorgeschriebenen Fällen auch durch gewöhnlichen Brief an die im Aktienbuch verzeichneten Adressen erfolgen.

VII. SACHEINLAGEN UND SACHÜBERNAHMEN

Art. 26 Sacheinlagen und Sachübernahmen

Im Rahmen der genehmigten Kapitalerhöhung vom 29.02.2008 übernimmt die Gesellschaft von Aktionären der Edisun Power AG, mit Sitz in Zürich, 1'924 Namenaktien der Edisun Power AG, mit Sitz Zürich, zu nominell je CHF 1'000.-- im Wert und zum Preis von je CHF 1'500.--, wofür diese insgesamt 27'999 voll liberrierte Namenaktien der Gesellschaft zu nominell je CHF 100.-- zum Ausgabe- preis von je CHF 100.-- und CHF 87'900.-- in Bar erhalten. Die einzelnen Sach- einleger (Aktionäre der Edisun Power AG, mit Sitz in Zürich) sind auf der diesen Statuten als Bestandteil angehängten Liste ersichtlich.

Zürich, ~~7. Mai 2013~~ 29. Mai 2015

Der Vorsitzende:

Der Protokollführer:

.....

.....